

AVANT-PROPOS

Après 2012, le Parti Socialiste ne sera vraisemblablement plus le même.

Si la gauche l'emporte, ce que je souhaite de tout mon cœur, je crains une présidentialisation et une perte d'influence du parti. Si par malheur elle devait perdre, le risque existe de voir des forces centrifuges s'exercer à son détriment.

En ce qui me concerne, je sais aussi que les choses changeront. Dans les dix ans à venir, mon implication au sein du PS ne sera plus la même.

Il m'a donc semblé qu'il était temps d'écrire ces « histoires » du PS d'Épinay à nos jours, dont je fus l'un des acteurs, souvent heureux, parfois découragé, comme ce 21 avril 2002 qui fut le pire moment de mon parcours politique.

Ce jour-là, à 18 h 30, lorsque mon directeur de cabinet, Bernard Boucault, fit irruption dans mon bureau de la place Beauvau pour m'annoncer, catastrophé, que Lionel Jospin était troisième, derrière Chirac et Le Pen, je sus que plus rien ne serait pareil...

L'Histoire venait de basculer, pour les Français d'abord, qui en paient encore le prix fort aujourd'hui, mais également pour moi.

En cette heure difficile, l'histoire du PS, à laquelle la mienne se trouvait intimement mêlée, défila dans mon esprit...

J'avais accompagné et soutenu François Mitterrand de 1965 à 1995, avec des hauts et des bas. De vraies défaites comme les

élections législatives de juin 1968, la présidentielle de 1969 avec Gaston Defferre et Pierre Mendès France, les législatives de 1973 et 1978 et surtout celles de 1993. Des défaites annonciatrices de possibles victoires, comme les législatives de 1967 ou 1986. De vraies victoires, enfin, comme les municipales de 1977, les présidentielles de 1981 et 1988 et les législatives qui les suivirent immédiatement.

Depuis 1975, dans le XVIII^e arrondissement de la capitale, avec la « bande des quatre¹ », j'avais milité aux côtés de Lionel Jospin. D'abord comme conseiller de Paris, puis comme député suppléant à partir de 1981, et au siège national du PS, rue de Solférino, lorsqu'il avait succédé légitimement et logiquement à François Mitterrand au poste de premier secrétaire du parti. Durant la présidentielle de 1995 ensuite, où il avait remporté un vif succès sans pour autant être élu. Enfin, bien sûr, lors des élections législatives de 1997, à l'issue desquelles il avait été « élu » Premier ministre.

Ce 21 avril 2002 à 18 h 30, je savais, moi, que Lionel Jospin ne serait jamais président de la République et qu'il quitterait la scène politique. Je savais aussi que je ne serais plus un protagoniste aussi actif ou influent de l'histoire de la gauche.

Le lecteur comprendra donc pourquoi le chapitre consacré à l'année 2002 occupe une place prépondérante dans cet ouvrage. Il comprendra aussi que, pour jalonner ces quarante années de vie militante et électorale, il fallait commencer par le début de ma vie tout court. Je ne pouvais ensuite que laisser parler ma mémoire.

Ces quarante ans de vie du Parti Socialiste, au pouvoir ou dans l'opposition, je les ai pleinement vécus, sur le terrain, dans le XVIII^e arrondissement de Paris, avec les militants et les fédérations socialistes, à l'Assemblée nationale, au siège national du PS comme au gouvernement entre 1997 et 2002.

J'ai voulu les raconter sans chercher à concurrencer les historiens. Ce livre est avant tout un récit, et ne se veut en aucun cas une thèse d'histoire.

1. Lionel Jospin, Claude Estier, Bertrand Delanoë et Daniel Vaillant.

Il s'inscrit dans un vécu, avec ce que cela comporte de subjectif. Je l'assume et m'excuse à l'avance si tel ou tel, cité dans ces lignes, se sent injustement traité. Cela vaut aussi pour ceux qui, n'étant pas cités, en seraient froissés.

Ce livre reflète également mes convictions : la nécessité de garder le sens du collectif et de disposer d'un parti organisé, pôle central d'une gauche historiquement diverse, pour éviter de succomber à la personnalisation de la vie politique incarnée par Nicolas Sarkozy, qui a volontairement aggravé la pratique et le texte de la Constitution de 1958.

Heureusement rien n'est jamais terminé en politique. Au-delà des hommes, il y a les idées, les valeurs et des rendez-vous démocratiques réguliers qui permettent d'espérer toujours un monde meilleur.

Je veux ici remercier Jacques Mazeau, un véritable ami de trente ans, qui m'a aidé dans l'écriture de ce livre.

Je m'excuse auprès de ma famille qui m'a encore moins vu que d'habitude...

1

Prise de conscience politique

(1958-1971)

Ma famille est originaire du Morvan depuis de nombreuses générations. J'y suis né en juillet 1949, à Lormes. Mon père y exerçait la profession d'ouvrier mécanicien dans le garage Renault-Desmerger où il avait été embauché comme arpette en 1931.

Après avoir effectué son service militaire en 1938, il fut mobilisé en 1939 et passa un an sur la ligne Maginot avant d'être fait prisonnier et de rester cinq ans captif des Allemands en Haute-Silésie par la trahison d'officiers français. Il n'a jamais voulu s'étendre sur ses souffrances, mais je sais qu'elles furent marquantes – tant physiques que psychologiques.

Libéré en 1945, il reprit son travail au garage et épousa ma mère en 1948. Cette dernière, sans profession, était née dans le hameau d'Athée, de parents petits paysans. La famille de ma mère était socialisante et celle de mon père plutôt communiste.

Après les années d'école maternelle et primaire dans la Nièvre, je fis mon entrée au collège Clignancourt, dans le XVIII^e arrondissement de Paris, en 1958. En effet, mes parents étaient alors montés dans la capitale cette année-là, mon père employé chez Renault à Billancourt, et ma mère vendeuse à Prisunic.

Commençaient pour moi les années de prise de conscience...

En 1957, je suis admiratif de Jacques Anquetil, vainqueur de son premier Tour de France. En 1958, je commence à me délecter des chansons de Brassens, à l'initiative de ma « grande »

cousine Mado. La politique débute pour moi à la même époque. François Mitterrand dénonce le retour de De Gaulle en mai 1958, sur fond d'intimidation militaire, au nom de l'ordre et de l'Algérie française. Écoutant les informations sur Radio Luxembourg, mon père me dit :

— Il ne faut jamais que la France soit dirigée par un militaire ou un religieux.

Nous sommes le 13 mai 1958. De Gaulle est réinstallé au pouvoir, avec la complicité de la SFIO dirigée par Guy Mollet.

En raison des événements, notre déménagement à Paris est différé. Seul mon père monte en juin. Il est hébergé par une tante à Argenteuil.

Finalement, nous nous installons tous les trois en septembre 1958, dans un petit deux pièces inconfortable, rue du Chevalier-de-La-Barre, dans ce XVIII^e arrondissement que je ne quitterai jamais plus.

Mon père exerce une réelle influence sur moi. Il m'inspire confiance et sécurité. Lui et ma mère forment un couple de travailleurs honnêtes, justes et conviviaux. La famille et les amis aiment être invités chez eux. Leurs faibles moyens ne les empêchent pas de cuisiner pour les autres. Ma scolarité se poursuit correctement, même si mon carnet de notes arbore cette appréciation qui aujourd'hui ferait hurler bien des parents : « Élève à l'intelligence moyenne, mais qui sait tirer son épingle du jeu. »

Mon père n'aime pas le pouvoir en place, encore moins le Général. Moi non plus. L'homme du 18 Juin, oui ; l'homme du 13 mai 1958, non. À neuf ou dix ans, je suis déjà dans l'opposition. La politique sociale, la guerre de répression conduite en Algérie, les exactions de l'OAS au début des années 1960, m'incitent à m'intéresser à François Mitterrand. Élu de la Nièvre, il est en effet notre député depuis 1946. Sa démarche d'opposition, son livre *Le Coup d'État permanent*, ses initiatives politiques en nette évolution vers la gauche font oublier le François Mitterrand droitier des années d'avant et d'immédiat après-guerre.

Mon arrière-grand-mère, la mère André, aubergiste à Athée, est une fervente mitterrandiste. En 1946, le candidat à la députation n'a-t-il pas tenu sa première réunion publique chez elle,

comme il me le rappellera lui-même le 30 juin 1994, lors du dîner de mariage de Sylviane Agacinski et Lionel Jospin ? Comme elle l'écrit à un ami, M. Léon Vié : « À notre première rencontre, nous avons ébauché un projet qui se réalise aujourd'hui : la candidature de François Mitterrand à la présidence de la République. Il a su mettre socialistes et communistes d'accord et j'en suis contente. J'espère et je souhaite qu'il soit élu. Ce serait une bonne chose pour nous tous et le département. J'aime à lire sa conférence de presse. Il a tout étudié avec méthode et diplomatie. Il est vraiment extraordinaire. »

En 1965, la candidature de Mitterrand déclenche l'enthousiasme familial. L'homme est brillant. Il est encore jeune et a une bonne élocution.

Face à de Gaulle, la gauche s'entend sur le nom de Mitterrand : les socialistes avec Gaston Defferre, Guy Mollet et Daniel Mayer, les radicaux avec René Billères et Maurice Faure, mais également les communistes grâce à l'audace de leur secrétaire général Waldeck Rochet. Des clubs de gauche ou des droits de l'homme s'engagent également. Des intellectuels, des journalistes, des artistes font de même. Une dynamique de l'alternance s'enclenche, même si chacun sait que de Gaulle sera imbattable à la présidentielle des 5 et 19 décembre 1965.

C'est l'occasion de construire une stratégie d'union qui, un jour, finira par gagner. Il manque encore un projet commun, mais peu importe. De Gaulle sera-t-il élu dès le 5 décembre au premier tour ? Vraisemblablement.

Élève de seconde au lycée Jacques-Decour, je fais campagne. Avec des camarades, nous collons des affiches sur lesquelles Mitterrand apparaît en photo, sur fond jaunâtre, dans un champ labouré, au pied d'un pylône électrique, avec pour slogan : « François Mitterrand, un président jeune pour une France moderne. » Des autocollants fleurissent sur les becs de gaz : « Confieriez-vous vos affaires à votre grand-père de soixante-quinze ans ? » La campagne télévisuelle fait marquer des points au centriste Lecanuet, l'homme aux dents blanches, et à François Mitterrand qui déclare :

— Je fais appel à celles et à ceux qui ne se résignent pas à l'abandon de leurs responsabilités civiques, à se joindre au combat pour une nouvelle espérance.

Le Parti Communiste, qui reste dominant à gauche, fait campagne. À ses yeux, François Mitterrand n'est pas socialiste. Il appelle néanmoins à voter pour lui. Cela présente un double avantage : le PC a empêché une candidature d'inspiration socialo-centriste et il évite de se compter. Face au risque d'un recul lié à l'inféodation au grand frère soviétique dont tout le monde connaît les actes abjects, par exemple en Hongrie en 1956, le PC esquivé.

Le 5 décembre, de Gaulle est mis en ballottage. Pour lui et ses partisans, c'est comme s'il était battu. Le second tour oppose donc de Gaulle à Mitterrand. Un coup rude pour de Gaulle, qui n'a cessé de mépriser Mitterrand depuis la guerre. Bien sûr, de Gaulle l'emporte avec 55 % le 19 décembre 1965, mais rien n'est plus comme avant. La gauche peut s'unir, puisque le PC a soutenu un non-communiste, et l'alternance est désormais possible. Enfin la preuve est faite que de Gaulle n'est plus invincible.

François Mitterrand se dote alors d'une modeste structure : la CIR (Convention des institutions républicaines), réunissant à la fois des clubs et des personnalités. Ayant été onze fois ministre, François Mitterrand, dont le charisme n'est plus à démontrer, dispose d'un véritable réseau d'amitiés et d'influence. Des clubs comme celui des jacobins de Charles Hernu, des anciens de l'UDSR (Union démocratique et socialiste de la Résistance) comme Louis Mermaz, des anciens réseaux et amis de la Résistance, sans doute aussi des soutiens financiers, des avocats comme Roland Dumas, André Soulier, Jacques Ribs, Gisèle Halimi puis Robert Badinter, des journalistes comme Claude Estier, Georges Fillioud, Maurice Séveno, etc. On retrouve aussi des intellectuels comme Marie-Thérèse Eyquem, Rita Talman, Paul Guimard, Claude Manceron, Françoise Mallet-Joris, des anciens du PSA (Parti Socialiste Autonome), du PSU (Parti Socialiste Unifié), etc. C'est moins qu'un parti, et c'est pourtant plus qu'un club. C'est moderne, plutôt jeune, avec bon nombre d'étudiants qui créeront Démocratie université, où l'on

retrouvera Jean-Claude Colliard, Gérard Delfau, Jean-Marcel Bichat, etc. C'est aussi, il faut bien en convenir, plutôt élitiste et « bourgeoisie éclairée ».

En 1966, l'espérance dont parlait Mitterrand s'étant levée, beaucoup de jeunes ont envie de poursuivre le combat. En vacances chez mes grands-parents à Athée, j'apprends que François Mitterrand tiendra réunion à Lormes, au cinéma Vauban. Je m'y rends à mobylette.

J'avais déjà eu l'occasion de le voir physiquement à la Mutualité, en octobre 1965, lors d'un meeting. Des personnalités telles que Jean-François Revel et Jean-François Kahn se tenaient à ses côtés.

À Lormes, l'homme est chez lui. Il connaît son monde et appelle chacun par son nom. Il y a là le pharmacien Paul Barreau, pas encore socialiste, mais compagnon de route, futur maire et conseiller général. Il y a également Pierre Saury, député suppléant de François Mitterrand, et Léon Vié, l'ancien directeur d'école de ma mère, militant socialiste ariégeois en retraite près de Nevers. En me voyant, il me dit :

— Tu es jeune, mais il en faut... Tu devrais adhérer à la Convention !

Rendez-vous est donc pris avec Pierre Saury, 13 boulevard de Latour-Maubourg, dans un immeuble bourgeois où un appartement mis à disposition de la CIR héberge son « président ». J'adhère. J'ai alors dix-sept ans. Ce n'est pas un geste révolutionnaire, mais je sens que l'alternance ne pourra passer que par les urnes, par la gauche unie et par un homme dont j'admire le charisme, le lyrisme et le tempérament perspicace et courageux.

Mon père, lui aussi, commence à y croire. Il ne revotera plus jamais communiste, mais socialiste, jusqu'à sa mort en 2006. Sa religion était faite :

— Je n'ai pas vraiment confiance en Mitterrand, me disait-il, il vient de la droite, mais avec les communistes en tête, jamais la gauche ne reviendra.

Il avait raison.

Mitterrand n'est pas seul. Il est entouré de personnalités fortes, engagées fidèlement à gauche, et surtout de nombreux jeunes universitaires.

Je commence ainsi ma vie de militant à la CIR. Ce parti est peu organisé, peu hiérarchisé. Il y a Mitterrand et tous les autres. Mais Mitterrand est accessible. Il m'arrive de le rencontrer, sans que des barrières soient dressées entre les dirigeants et la base, comme cela existera plus tard au PS.

À cette époque, le temps presse. Une part de plus en plus grandissante de Français souhaite se débarrasser de la droite et du général de Gaulle qui exerce un pouvoir oppressif, conservateur et de plus en plus autiste face aux aspirations nouvelles, sociales et sociétales. Pour moi, ce général n'a rien d'un modèle de modernité et de démocratie réelles. Je n'ai que dix-huit ans. Je suis lycéen et bientôt j'entrerai à l'École supérieure de biologie et de biochimie de la rue Gérando afin d'y préparer un BTS. Je trouve que la Constitution rédigée sur mesure pour de Gaulle par Michel Debré est dangereuse, et que ce danger est aggravé par l'élection au suffrage universel direct du président de la République. Installer au pouvoir un seul homme concentrant entre ses mains tous les pouvoirs est une hérésie, un véritable paradoxe de la part de Français qui, après avoir fait la Révolution, installé la République, balayé l'Empire napoléonien et la monarchie, succombent au piège de l'homme providentiel et du peuple godillot.

En fait, après avoir plombé le programme du Conseil national de la Résistance, de Gaulle a profité des faiblesses de la IV^e République, de son instabilité et surtout des conséquences du borbier algérien.

Face à ce pouvoir, il faut dès lors fédérer la gauche et surmonter le divorce idéologique du congrès de Tours de 1920. Divorce qui a miné le Front populaire de Léon Blum de 1936 à 1938 et alimenté la querelle permanente entre le PCF de Maurice Thorez et la SFIO de Guy Mollet.

François Mitterrand, fort de son résultat de 1965, peut et va tout faire pour fédérer la gauche non communiste, c'est-à-dire les socialistes, les radicaux et la CIR. La création de la FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste) est un premier succès. Elle s'installe rue de Lille. François Mitterrand en est le président naturel. Il est flanqué de Guy Mollet pour la SFIO, de René Billères pour le Parti radical et de quelques autres. Claude

Estier fait partie de l'équipe de direction. N'oublions pas que ce journaliste de gauche, après son exclusion de la SFIO par Guy Mollet en 1947 pour son engagement en faveur de grévistes violemment réprimés par Jules Moch, ministre de l'Intérieur socialiste, a été un ardent et patient artisan de la candidature unique de François Mitterrand en 1965 en négociant avec le Parti Communiste.

Ayant adhéré à la Convention des institutions républicaines, je suis membre de la Fédération de la gauche. Mais c'est bien à la Convention que je milite et commence à me former. L'organe de direction, appelé « groupe permanent », est composé d'une soixantaine de membres. Jean Bardin, animateur radio, en est le membre le mieux élu. La CIR réunit régulièrement des « conventions », auxquelles tout adhérent direct peut participer. C'est mon cas. Avec d'autres jeunes, Jean-Marcel Bichat, Gilles Catoire, Maurice Benassayag, Marc Véron, nous prenons goût à la dialectique.

Les élections législatives de mars 1967 sont un succès pour la gauche et particulièrement pour la FGDS. La majorité de Georges Pompidou, Premier ministre, s'en sort de peu, avec seulement quelques députés de plus issus de ses rangs.

La FGDS dispose néanmoins d'un groupe puissant à l'Assemblée nationale, de taille plus importante que celle du Parti Communiste. Au sein de ce groupe parlementaire, une poignée de jeunes députés conventionnels fait son entrée sur la scène politique grâce au désistement préférentiel du PC. En effet, pour gagner dans ces circonscriptions tenues par la droite, le PC, arrivé en tête de la gauche, s'est effacé au profit du candidat conventionnel miterrandiste.

Tel est le cas dans le XVIII^e arrondissement de Paris, dans la circonscription des Grandes-Carrières, la 25^e de la capitale. Le candidat sortant était le gaulliste UNR (Union pour la nouvelle République) Alexandre Sanguinetti ; le candidat communiste était Urbain Nédelec. Au premier tour, Claude Estier arrive troisième derrière Sanguinetti et Nédelec. Ce dernier se désiste malgré tout pour Claude Estier, qui gagnera au second tour d'une courte tête.

C'est ma première campagne électorale de terrain aux côtés de Claude Estier. De là naîtra une amitié solide et jamais démentie. Mieux, je considère Claude Estier comme mon père en politique.

De cette campagne électorale, je garde le souvenir d'une réunion publique contradictoire dans le préau de l'école de la rue Damrémont. François Mitterrand, aux côtés de Claude Estier, affronte Alexandre Sanguinetti dans une salle surchauffée, houleuse, au milieu de laquelle les « gros bras » de l'UNR intimident les gens de gauche en les menaçant de castagne...

François Mitterrand est de plus en plus convaincu que la gauche et lui-même l'emporteront, à condition que la gauche non communiste supplante un Parti Communiste dont l'engagement prosoviétique effraie à juste titre.

Dès lors, la droite de Pompidou gouverne la France, mais non sans difficultés. Ce que viennent rapidement confirmer les événements de Mai 68.

Le mouvement étudiant, parti de Nanterre le 22 mars, est conduit par Daniel Cohn-Bendit, Jacques Sauvageot et Alain Geismar. La France universitaire se paralyse, les jeunes sont dans la rue et le mouvement ouvrier prend le relais, l'encadrement syndical étant débordé. Une motion de censure est déposée par la gauche à l'Assemblée nationale. François Mitterrand y prononce un discours réquisitoire magnifique¹. Malgré tout, le gouvernement Pompidou s'en sort à deux ou trois voix près. Mais qu'importe, la gauche a le vent en poupe. Elle incarne désormais le changement face au pouvoir gaulliste rejeté.

Je ne suis pas dans les manifestations de rue où les pavés volent et les voitures brûlent. Ce n'est pas ma culture, encore moins mon éducation. Mon père ne croit pas que Mai 68 connaîtra une issue positive.

— Tu verras, je crains que le grand Charles ne retourne la situation à son profit avec l'armée.

Quoi qu'il en soit, la France est bloquée, paralysée. C'est la grande panne économique et sociale. La CGT de Georges Séguy

1. Voir annexe, p. 395.

embraye, un peu contrainte et forcée. La grève générale s'installe. La violence aussi. De Gaulle et Pompidou n'ont pas les solutions ni l'état d'esprit pour répondre aux attentes. Ils ne comprennent pas le mouvement ni ses causes. Ils sont désarçonnés et n'ont pas conscience d'être à l'origine des événements. La droite a laissé le couvercle sur la marmite : il aura fini par sauter.

Je n'ai pas vraiment participé au mouvement. N'étant pas à l'université, je n'y étais pas entraîné. J'ai manifesté, le 13 mai 1968, pour une issue politique et démocratique. Ce fut une illusion sans lendemain. Je ne dirais pas la même chose de Mai 68. Ces événements qui ont fait bouger la société ont finalement entraîné le départ de De Gaulle, un an après.

Malheureusement, face à cette contestation, la gauche n'a pas su jouer la partie. Elle avance alors en ordre dispersé. François Mitterrand lui-même commet l'erreur de présidentialiser sa démarche. Après avoir vivement et justement critiqué la V^e République et l'élection du président au suffrage direct, il commence à s'y projeter lui-même. Sans doute pense-t-il qu'il est le mieux placé pour rassembler la gauche et bouter de Gaulle hors de l'Élysée. C'est pourquoi, lors d'une conférence de presse à l'hôtel Intercontinental le 28 mai, il tente de prendre tout le monde de court, la gauche d'abord et de Gaulle ensuite. Il pense que la première est dans l'attente d'un homme « présidentiel » et que le second est prêt à jeter l'éponge. En substance, il déclare :

— S'il advenait que de Gaulle s'en aille et que le pouvoir soit vacant, ce qui entraînerait une élection présidentielle, au demeurant programmée, alors je serais candidat.

François Mitterrand paiera cette bévue au prix fort.

Face à une France en crise et à un de Gaulle qui incarne le pouvoir personnel, face à une jeunesse qui aspire à un bouleversement culturel et sociétal, face à une élection non programmée, François Mitterrand tombe dans le piège que de Gaulle lui a tendu entre-temps, en laissant supposer son départ.

Bref, Mitterrand a manqué de clairvoyance, mal géré le temps, mal compris les attentes populaires et s'est enfermé dans une démarche présidentialiste, tactique et égocentrique.

En réalité la situation n'est pas mûre. La FGDS n'est qu'une fédération d'apparences. La SFIO de Guy Mollet est figée dans une posture archaïque et idéologique. La CIR pèse peu, notamment en nombre d'élus locaux. Enfin, si Mitterrand est auréolé par les élections de 1965 et de 1967, il inquiète encore les autres familles de la gauche.

Tout le monde connaît la suite. De Gaulle disparaît à Baden-Baden, revient avec l'appui du général Massu – et donc de l'armée –, en appelle à l'ordre, s'adresse au pays pour dénoncer la « chienlit », dissout l'Assemblée nationale et organise enfin une manifestation monstre en sa faveur le 30 juin sur les Champs-Élysées.

Pour la gauche, les conséquences sont catastrophiques : la nouvelle Assemblée nationale est une chambre bleue. La gauche est laminée, surtout la gauche non communiste. Le « Grenelle social » de Pompidou calme la colère des ouvriers et la CGT rentre dans le rang.

Quant à moi, je suis triste. La FGDS disparaît et chacun reprend ses billes – quelques-unes. Mon père avait raison...

Seule consolation : François Mitterrand a tout de même démontré, depuis 1965, qu'il possède les qualités d'un leader, pour peu qu'il soit soutenu par un grand parti. Je continue pourtant de penser aujourd'hui, malgré les victoires de 1981 et 1988, que l'homme providentiel est une chimère pour la gauche et l'élection présidentielle un piège. Mais nous y reviendrons.

Pour gagner cette élection, il faut disposer en amont d'une majorité politique potentielle. Or, en 1968, si la gauche non communiste est en lambeaux, le PC est aussi très affaibli suite au Printemps de Prague en Tchécoslovaquie et au comportement du pouvoir soviétique. Waldeck Rochet le ressent et tente de prendre ses distances avec Moscou. Il gagnera ce combat longtemps après sa disparition politique, mais il aura laissé entre-temps la place à Georges Marchais, héraut de la ligne dure prosoviétique.

Pour clore le chapitre de Mai 68, je souhaite rendre hommage au préfet Grimaud, qui a fait preuve de discernement, de sang-froid et d'autonomie face au ministre de l'Intérieur dont il dépendait. À Paris, on ne déplorera qu'un mort à l'issue de ces

événements¹. Gaston Defferre sera bien inspiré, en 1981, d'en faire son directeur de cabinet.

1. Philippe Mathérion, blessé par un éclat de grenade offensive, le 24 mai 1968, entre la rue des Écoles et la rue de la Sorbonne. Dans le reste de la France, on dénombre quatre morts : le commissaire de police René Lacroix à Lyon, Pierre Beylot et Henri Blanchet, ouvriers de l'usine Peugeot de Sochaux-Montbéliard, et le lycéen Gilles Tautin à Flins.